

Le référendum burundais entaché d'irrégularités

Deutsche Welle, 18.05.2018 Les Burundais sont dans l'attente des résultats du référendum qui pourrait permettre au président en place de rester en fonction jusqu'en 2034. Le scrutin s'est tenu jeudi dans un climat de peur et d'intimidation. Des Burundais ont été privés de vote, selon Justine Duby, chercheuse au bureau Afrique de la Fédération internationale des droits de l'homme pour la région des Grands Lacs. [Photo : Bulletins de vote lors du référendum constitutionnel de jeudi 17 mai 2018 au Burundi.]

"Aujourd'hui (jeudi 17.05.2018) des personnes ont été empêchées d'accéder à des bureaux de vote. Des personnes sont supposées opposées au projet de constitution dans la province de Roumoungou. Dès lors la coalition Mizero y'Abarundi, la principale coalition d'opposition, des dizaines de personnes ont été empêchées de voter", a expliqué la chercheuse le jour du vote. "L'opposition fait état de plus de soixante-dix personnes qui ont été empêchées de se prononcer sur la forme constitutionnelle. Ce que nous avons pu observer depuis plusieurs mois puisqu'une vaste campagne de terreur a été menée par les autorités depuis décembre 2017 pour intimider, menacer, terroriser les personnes supposées opposées à la modification constitutionnelle", poursuit-elle. Face au régime autoritaire du président Pierre Nkurunziza et à sa volonté de se maintenir au pouvoir, de nombreux opposants et même certains de ses anciens compagnons ont dû fuir le Burundi. Parmi eux, Bernard Busokosa, ancien vice-président du Burundi, réfugié en France. Depuis son exil, l'ex-vice-président de Nkurunziza suit le scrutin. Pour lui, ce référendum avait été organisé au travers des députés. "Le peuple burundais à travers ses représentants s'attendait à prononcer. Au lieu de cela, comme cela est dans les habitudes du gouvernement burundais, ils ont voulu forcer, chercher un passage vers un régime à vie de l'actuel président. Il n'avait pas à présenter le texte au référendum parce que le peuple s'attendait à prononcer à travers ses représentants. Donc il agit tout simplement d'un passage en force. Dès lors une mascarade de vote se fait à huis clos sous le regard menaçant des milices Imbonerakure. Donc on n'attend rien", explique Bernard Busokosa. C'est sous un important déploiement sécuritaire, avec véhicules blindés, que les forces de l'ordre ont surveillé ce référendum qui s'est tenu sans observateurs et dont on connaît déjà les résultats avant le vote, nous l'ancien vice-président Bernard Busokosa.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});